



Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le 29 juillet à Washington, des accords triennaux au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur du Cameroun, d'un montant de 689,5 millions de dollars (près de 375 milliards de FCFA), pour accompagner le programme de réformes économiques et financières du pays sur une période de trois ans (2021-2024).

Statuant sur le dossier du Cameroun le 29 juillet 2021, le conseil d'administration du Fonds monétaire internationale (FMI) a approuvé un accord de 375 milliards de FCFA (675 millions de dollars) sur la période triennale 2021-2024. La première implication de cette décision est le déblocage de 96 milliards de FCFA représentant la première tranche, ce qui constitue un exogène pour le Cameroun qui fait face à un contexte économique difficile.

Ce nouveau programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEC) équivalent à 175 % de de la quote-part du Cameroun permettra à ce pays de poursuivre les réformes économiques, notamment le renforcement de son positionnement extérieur ainsi que le redressement des finances publiques. D'après les autorités camerounaises, le nouvel accord occupera une place importante dans la reprise économique, l'objectif étant d'atteindre une croissance forte et soutenue adossée sur des financements adéquats et une politique compatible pour lutter efficacement contre les répercussions du Covid-19. « le financement au titre des accords de la FEC et du MEDC soutiendrait les efforts des autorités pour parvenir à une reprise post-pandémie rapide, renforcer la viabilité extérieure

et budgétaire à moyen terme et mettre en œuvre leur programme de réformes structurelles vers une croissance soutenue, plus inclusive et diversifiée», a détaillé Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim du FMI à l'issue des délibérations du conseil d'administration.

Un premier décaissement de 96 milliards de FCFA

De manière plus concrète, ce nouveau programme vise à atténuer les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie de Covid-19 tout en assurant la viabilité intérieure et extérieure. Il sera aussi question de « renforcer la bonne gouvernance et améliorer la transparence et la lutte contre la corruption ; accélérer les réformes budgétaires structurelles afin de moderniser les administrations fiscales et douanières, de mobiliser des recettes, d'améliorer la gestion des finances publiques, d'accroître l'efficacité des investissements et de réduire les risques budgétaires liés aux entreprises publiques ; renforcer la gestion de la dette et réduire les facteurs de vulnérabilité de la dette ; et mettre en œuvre des réformes structurelles pour accélérer la diversification économique tirée par le secteur privé et rendre le secteur financier plus résilient ».

Dans la foulée, le conseil d'administration du FMI a tout de suite approuvé le décaissement au profit du Cameroun, d'une première tranche d'environ 96 milliards de FCFA. En rappel, le premier programme triennal 2017-2020 d'un montant total de 415 milliards de FCFA (768 millions de dollars) était principalement dédié à l'assainissement des finances publiques à travers un accroissement des ressources non pétrolières, la priorisation des dépenses et l'amélioration de la qualité de la dépense publique. Avec un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel de 3,7 % en 2019, le Cameroun, sous des effets conjugués de la pandémie de coronavirus notamment et de la crise sociopolitique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, a vu cette croissance se contracter pour chuter à 2,4 % en 2020. A ce titre, le présent accord est d'abord vu comme une opportunité de relance de l'économie nationale.

Malgré le Covidgate...

L'approbation de ce deuxième accord par le MFI intervient dans un contexte assez particulier, après des enquêtes menées par le Tribunal criminel spécial (TCS) sur les présumés détournements au sujet des 180 milliards de FCFA (334 millions de dollars) provenant respectivement des 135 milliards (226 millions de dollars) d'un emprunt auprès du FMI en 2020 et des 45 milliards du trésor public débloqués sur instructions du président de la République, Paul Biya. Les Camerounais attendent toujours la réaction du chef de l'Etat.

Le Jour